



Rapport financier annuel

Au 31 décembre 2023

BERNARD LOISEAU SA

Table des matières

| | |
|--|--------|
| Attestation des comptes..... | - 6 - |
| Rapport annuel de gestion de l'exercice clos au 31 décembre 2023 | - 7 - |
| A. Résultats et situation financière de Bernard Loiseau SA..... | - 7 - |
| B. Faits marquants intervenus au cours de l'exercice | - 7 - |
| C. Evènements significatifs postérieurs à la clôture | - 8 - |
| D. Activités au niveau du groupe..... | - 9 - |
| 1) Loiseau des Vignes | - 9 - |
| 2) Restaurant Loiseau des Ducs | - 9 - |
| 3) Bernard Loiseau Organisation | - 9 - |
| 4) SCI Dumaine..... | - 10 - |
| 5) SAS LDT | - 10 - |
| E. Perspectives pour l'année 2024..... | - 11 - |
| F. Proposition d'affectation du résultat..... | - 11 - |
| G. Répartition du capital..... | - 11 - |
| H. Dépenses non déductibles fiscalement..... | - 12 - |
| I. Prises de participations | - 12 - |
| J. Activité en matière de Recherche et Développement | - 12 - |
| K. Gestion des risques | - 12 - |
| L. Information en matière de délais de paiement | - 14 - |

| | | |
|-----|---|--------|
| M. | Evolution du cours de l'action de janvier à décembre 2023..... | - 15 - |
| N. | Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices | - 16 - |
| | Comptes sociaux Bernard Loiseau SA au 31 décembre 2023..... | - 17 - |
| A. | Bilan..... | - 17 - |
| B. | Compte de résultat | - 19 - |
| C. | Annexe aux comptes sociaux..... | - 21 - |
| 1) | Principes et méthodes comptables..... | - 21 - |
| 2) | Evènements significatifs intervenus au cours de l'exercice | - 22 - |
| 3) | Evènements significatifs intervenus postérieurement à la clôture..... | - 23 - |
| D. | Notes sur le bilan..... | - 24 - |
| 1) | Etat de l'actif immobilisé..... | - 24 - |
| 2) | Etat des amortissements..... | - 25 - |
| 3) | Fiducie..... | - 26 - |
| 4) | Etat des provisions et des dépréciations | - 29 - |
| 5) | Stock et en-cours | - 30 - |
| 6) | Clients et comptes rattachés..... | - 30 - |
| 7) | Etat des échéances, des créances et des dettes | - 31 - |
| | - 32 - | |
| 8) | Emprunts..... | - 32 - |
| 9) | Détail du poste « groupe et associés »..... | - 33 - |
| 10) | Détail du poste « fonds commercial »..... | - 34 - |

| | |
|--|--------|
| 11) Tableau des filiales et participations..... | - 34 - |
| 12) Droits représentatifs d'actifs nets remis en fiducie..... | - 34 - |
| 13) Eléments concernant les entreprises liées..... | - 35 - |
| 14) Charges à payer..... | - 36 - |
| 15) Charges et produits constatés d'avance..... | - 36 - |
| 16) Composition du capital social..... | - 36 - |
| 17) Tableau de variation des capitaux propres..... | - 37 - |
| E. Notes sur le compte de résultat..... | - 38 - |
| 1) Ventilation du chiffre d'affaires net..... | - 38 - |
| 2) Subventions d'exploitation..... | - 38 - |
| 3) Détail des charges et produits financiers..... | - 38 - |
| 4) Détail des charges et produits exceptionnels..... | - 39 - |
| 5) Ventilation de la charge d'impôt..... | - 39 - |
| 6) Effectif moyen équivalent temps plein..... | - 40 - |
| 7) Rémunérations allouées aux mandataires sociaux..... | - 40 - |
| F. Autres informations..... | - 40 - |
| 1) Engagements en matière de retraite..... | - 40 - |
| 2) Engagements financiers et dettes garanties par des sûretés réelles..... | - 41 - |
| 3) Parties liées..... | - 42 - |
| 4) Honoraires du commissaire aux comptes..... | - 42 - |
| G. Rapport sur le gouvernement d'entreprise..... | - 42 - |

| | |
|--|--------|
| 1) Politique de détermination des rémunérations des mandataires sociaux..... | - 42 - |
| 2) Politiques et process mis en œuvre par l'entité dans la gestion du capital..... | - 43 - |
| 3) Mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux | - 44 - |
| 4) Etat de la participation des salariés au capital social au 31/12/2023 | - 45 - |
| 5) Eléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique..... | - 45 - |
| 6) Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité au 31 décembre 2023, accordés par l'assemblée générale au conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital | - 47 - |
| H. Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels | - 48 - |
| I. Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées- | 53 |
| - | |
| J. Rapport du commissaire aux comptes sur la réduction du capital social par annulation d'actions achetées (article L.225-209 du code de commerce) | - 56 - |
| K. Attestation du commissaire aux comptes sur les informations communiquées dans le cadre de l'article L. 225 115 4° du code de commerce relatif au montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 | - 58 - |
| L. Rapport spécial sur la réalisation des opérations d'achat d'actions | - 60 - |
| 1) Bilan du programme précédent | - 60 - |
| 2) Principales caractéristiques du nouveau programme de rachat d'actions soumis à l'assemblée générale annuelle mixte du 23 mai 2024..... | - 61 - |
| Texte des projets de résolutions présentées à l'assemblée générale..... | - 63 - |

Attestation des comptes

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sociaux annuels au 31 décembre 2023 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport annuel d'activité figurant en page 7 présente une image fidèle des événements importants survenus au cours de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour l'exercice.

Fait à Saulieu, le 21 mars 2024

Madame Bérandère Loiseau

Présidente du conseil d'administration

Rapport annuel de gestion de l'exercice clos au 31 décembre 2023

A. Résultats et situation financière de Bernard Loiseau SA

Au 31 décembre 2023, le chiffre d'affaires réalisé de 8 776 K€, contre 8 080 K€ à la clôture de l'exercice 2022. La fréquentation en baisse par rapport à 2022 s'explique par la fin de l'effet de rattrapage post-covid et l'absence des bons cadeaux pré-covid. En revanche, elle est compensée par une hausse du ticket moyen et par l'intégration du nouvel hôtel de la Tour d'Auxois.

Le résultat net est bénéficiaire de 133 K€ au 31 décembre 2023.

B. Faits marquants intervenus au cours de l'exercice

La stratégie « Au Taquet 2026 » continue son déploiement : nous avons pu en 2023 assoir le concept des bistrots chics par Bernard Loiseau en ouvrant Loiseau du Temps à Besançon (avril 2023), en rénovant Loiseau des Vignes (mai 2023) et Loiseau des Ducs (janvier 2024) et en initiant le projet du bistrot Loiseau de France au Japon.

Le 25 janvier 2023 à effet rétroactif comptable et fiscal au 1^{er} janvier 2023, Bernard Loiseau SA a décidé la dissolution anticipée sans liquidation de la SAS Hostellerie des Remparts, entraînant la transmission universelle de son patrimoine à la société Bernard Loiseau et un mali technique de 407 K€ affecté en immobilisation incorporelle.

Début 2023, l'hôtel de la Tour d'Auxois a été mis en exploitation.

Sur le premier semestre 2023, les SCI Dumaine, SCI Jacquemot et SCI des Remparts ont fusionné avec un effet rétroactif comptable et fiscal en date du 1^{er} janvier 2023.

Sur le premier semestre 2023, la SA Bernard Loiseau a procédé au remplacement d'un certain nombre d'éléments de cuisine, modernisant ainsi l'outil de production et favorisant un travail de qualité.

Enfin, à l'occasion de la commémoration des 20 ans de la disparition de Monsieur Bernard Loiseau, l'année 2023 a été marquée par l'hommage international à Bernard Loiseau qui a eu un engouement sans précédent : outre les 4 diners organisés à la Côte d'Or, le groupe Bernard Loiseau s'est exporté le temps d'une soirée à New York, Sao Paulo, Tokyo et Kobe.

Changement de gouvernance :

Le conseil d'administration de Bernard Loiseau SA, réuni le 20 avril 2023, a :

- acté la démission de madame Dominique Loiseau en tant que présidente à compter du 17 juin 2023, et décider de la nommer Présidente d'honneur à vie,
- acté le non-renouvellement (à la demande de l'intéressé) du mandat de directeur général de Monsieur Louis Ramé à compter du 17 juin 2023, et de le nommer administrateur référent,
- décidé la nomination de madame Bérangère Loiseau en tant que Présidente Directrice générale réunissant ainsi les fonctions de directeur général et de président pour la durée de son mandat d'administrateur, soit à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

C. Evènements significatifs postérieurs à la clôture

Le 1^{er} décembre 2023, Bernard Loiseau SA a décidé la dissolution anticipée sans liquidation de la SARL BL Organisation, entraînant la transmission universelle de son patrimoine à la société Bernard Loiseau. Cette société a été radiée le 16 janvier 2024.

En janvier 2024, à l'occasion des 10 ans de la SARL Loiseau des Ducs, et dans la continuité de la stratégie « Au Taquet 2026 », la salle de restaurant a été rénovée.

En janvier 2024, une nouvelle campagne de rénovation de 5 chambres du relais Bernard Loiseau a été lancée.

Le 6 février 2024, dans la continuité de la stratégie « Au Taquet 2026 », la société Bernard Loiseau a souscrit à 15 % de capital d'un futur bistrot au Japon, dont l'ouverture est prévue au printemps-été 2024 à l'Institut Français du Japon à Tokyo.

D. Activités au niveau du groupe

1) Loiseau des Vignes

Première ouverture de restaurant en 2007 après la disparition de Monsieur Bernard Loiseau, ce restaurant, imaginé par Madame Dominique Loiseau, présidente, et Monsieur Eric Goettelmann, chef sommelier exécutif du groupe et MOF Sommellerie, a une contribution négative de 26 K€ au résultat du groupe, du fait, de la fermeture exceptionnelle pour travaux. Son chiffre d'affaires 2023 est de 917 K€. Les travaux d'aménagement ont été financés par un emprunt d'un montant de 400 K€ remboursable sur 7 ans au taux de 3%. Le solde restant dû au 31 décembre 2023 est de 374 K€.

2) Restaurant Loiseau des Ducs

Au cœur de la cité des Ducs et de la nouvelle cité internationale de la gastronomie à Dijon, ce restaurant a été acquis en 2013 et possède une capacité d'accueil de 35 couverts. Le chiffre d'affaires de ce restaurant a baissé, passant de 1 117 K€ à 1 020 K€ en 2023.

Le résultat net est déficitaire de 74 K€ en 2023. La rénovation de la salle du restaurant devrait permettre de redynamiser l'offre afin d'atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés.

3) Bernard Loiseau Organisation

Bernard Loiseau s'est associé à de grands noms de la Bourgogne, chacun grand spécialiste dans son domaine, pour mettre au point des sélections uniques et originales, grâce aux expertises croisées des équipes de Bernard Loiseau à Saulieu, et notamment celles des maisons Albert Bichot, Gabriel Boudier, Edmond Fallot, Mulot & Petitjean, Terrines du Morvan, Nectars de Bourgogne, Feyel-Artzner, Apidis et Belenium.

L'activité de consulting et de vente de droits d'image a augmenté, passant de 69 K€ en 2022, à 71 K€ en 2023. Le résultat net est de +91 K€ en 2023 contre +50 K€ en 2022.

4) SCI Dumaine

La SCI Dumaine est propriétaire des locaux dans lesquels sont exploitées les activités de Saulieu ainsi que d'un immeuble de rapport, voisin du restaurant Loiseau des Ducs.

Le résultat de l'exercice est constitué essentiellement des loyers refacturés à Bernard Loiseau SA, sous déduction des amortissements et des intérêts d'emprunts. Il s'élève à 163 K€ en 2023, contre 165 K€ en 2022.

Sur le premier semestre 2023, les SCI Dumaine, SCI Jacquemot et SCI des Remparts ont fusionné.

La société a fait l'acquisition de l'intégralité des titres de la SCI Jacquemot entraînant un mali de fusion de 15 K€ affecté en charge, et également de l'intégralité des titres de la SCI des remparts entraînant un mali de fusion de 436 K€ affecté au patrimoine immobilier de la société fusionnée.

Les titres de la SCI Dumaine ont été placés dans le patrimoine du fiduciaire de BPCE en garantie du refinancement total du groupe. Les titres ainsi que le compte courant de cette entité sont présentés en compte 2661000 : droits représentatifs d'actifs nets remis en fiducie.

5) SAS LDT

La SAS LDT a été créée le 3 juin 2022. Le restaurant Loiseau du Temps a ouvert le 21 avril 2023 et possède une capacité d'accueil de 50 couverts. Le chiffre d'affaires 2023 est de 956 K€. Au 31 décembre 2023, le résultat est bénéficiaire de 67 K€, malgré une activité de restaurant de 7 mois.

Cette société a contracté un emprunt de 700 K€ remboursable sur 7 ans au taux fixe de 1.83% avec un remboursement différé de 18 mois.

E. Perspectives pour l'année 2024

La stratégie « Au Taquet 2026 » continue son déploiement avec l'annonce en début d'année de l'ouverture d'un nouveau bistrot chic Bernard Loiseau à Tokyo au Japon.

La rénovation des chambres et de la plus grande salle de restaurant du Relais Bernard Loiseau permet de proposer un service toujours plus en adéquation avec notre clientèle.

Enfin, le groupe reste en veille pour toute opportunité de développement, s'inscrivant dans son cœur de métier et susceptible de le renforcer.

F. Proposition d'affectation du résultat

Après avoir constaté que les comptes sociaux de BERNARD LOISEAU SA font ressortir au 31 décembre 2023 un bénéfice de 133 855.60 euros, le conseil d'administration propose à l'assemblée générale que cette somme soit affectée en report à nouveau.

Aucune distribution de dividende n'a été proposée à l'assemblée générale mixte du 16 juin 2023.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du code général des impôts, l'assemblée générale constate qu'il n'a pas été distribué de dividende, au titre des trois exercices précédents :

| Exercice | Dividende par action | Revenus éligibles ou non à l'abattement |
|----------|----------------------|---|
| 2022 | - € | n/a |
| 2021 | - € | n/a |
| 2020 | - € | n/a |

G. Répartition du capital

En application des dispositions de l'article L356-3, nous vous indiquons l'identité des personnes physiques ou morales détenant au 31 décembre 2023, directement ou indirectement plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des

deux tiers d'une part du capital social, et d'autre part des droits de vote aux assemblées générales, à savoir :

Plus du tiers :

- Dominique LOISEAU et succession, 33 rue Gambetta - 21210 SAULIEU, détient 44.32% du capital et 52.02% des droits de vote,
- SAS RANAE détient 33.35% du capital et 31.90% des droits de vote.

Plus du vingtième :

- Marc TOURNIER détient, directement et indirectement par l'intermédiaire des sociétés CIPADE et BAPIM qu'il contrôle, 8.47% du capital et 4.97% des droits de vote.

H. Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 39-4 du Code Général des Impôts, nous vous informons que les comptes de l'exercice écoulé ne contiennent pas de charge et dépense somptuaire.

I. Prises de participations

Néant

J. Activité en matière de Recherche et Développement

Néant

K. Gestion des risques

Compte tenu de son activité et de ses modes de financement, le groupe n'utilise pas d'instruments financiers dérivés de types options, swaps ou contrats à terme. Il est par ailleurs peu exposé aux différentes natures de risque financier.

- Risque de taux d'intérêt

Les risques de taux d'intérêt liés au financement du groupe sont peu significatifs. Le capital restant dû sur les emprunts auprès des établissements de crédit représente 6 503 K€. Aucune sensibilité aux variations des taux d'intérêts n'est susceptible d'impacter le coût brut de l'endettement financier, les emprunts en cours étant à taux fixe.

Concernant les actifs détenus portant intérêts, l'impact d'une fluctuation des taux d'intérêt du marché est limité sur la trésorerie opérationnelle du groupe. L'impact est susceptible d'être plus significatif sur le résultat du groupe, même si les placements concernent essentiellement des produits de trésorerie court terme, dont la rémunération varie peu : sur ce plan, le groupe analyse et calcule périodiquement l'impact sur le résultat d'une modification spécifique des taux d'intérêt.

- Risque de change

Compte tenu de la nature de l'activité et du mode de règlement des clients, le risque de change est non significatif.

- Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque qu'une contrepartie ne remplisse pas ses engagements.

Le groupe est exposé aux risques afférents aux actifs financiers tels que les créances commerciales, les placements de trésorerie et les disponibilités.

La gestion du risque pour les placements de trésorerie et les disponibilités s'effectue en sélectionnant des institutions financières bénéficiant d'une notation financière élevée, et en répartissant ses actifs sur plusieurs établissements financiers. Les placements de trésorerie sont des placements à court terme aisément convertibles et non soumis à des risques significatifs de variation de valeur.

Compte tenu du montant limité des créances commerciales, du niveau élevé de solvabilité de ses principaux clients et des procédures de gestion des risques commerciaux en vigueur, le groupe estime qu'il n'est pas exposé à un risque élevé au regard des expositions de crédit

aux clients. Les prestations sont réglées principalement en espèces, par chèque ou au moyen de cartes de crédit renommées.

- Risque de liquidité

Eu égard à la nature et aux montants de sa trésorerie et de ses emprunts, le groupe estime ne pas présenter de risques de liquidité. La gestion prudente de ce risque opérée par le groupe implique de conserver un niveau suffisant de liquidités et d'être à même de dénouer rapidement les placements de trésorerie

- Risque de capital

Cf. rapport sur le gouvernement d'entreprise.

L. Information en matière de délais de paiement

Selon l'article D-441-4 du code de commerce, les sociétés doivent publier dans leur rapport de gestion l'information aux délais de paiement à l'égard des fournisseurs, par date d'échéance (Code de commerce, art. D441-4 nouveau) ainsi que l'état des créances clients.

| | Article D.441 I.-1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le | | | | | | Article D.441 I.-2° : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le | | | | | |
|---|--|--------------|---------------|---------------|------------------|---------------------------|--|--------------|---------------|---------------|------------------|---------------------------|
| | 0 jour | 1 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 90 jours | 91 jours et plus | Total (1 jour et plus) | 0 jour | 1 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 90 jours | 91 jours et plus | Total (1 jour et plus) |
| Nombre de factures concernées | 146 | | | | | | 39 | | | | | 14 |
| Montant total des factures concernées en K€ TTC | 261 | | | | | | 53 | 5 | | | 6 | 11 |
| Pourcentage du montant total des achats de l'exercice | 5,26% | | | | | | | | | | | |
| Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice | | | | | | | 0,53 | 0,05 | 0 | 0 | 0,07 | 0,12 |
| (B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses et non comptabilisées | | | | | | | | | | | | |
| Nombre des factures exclues | | | | | | | | | | | | |
| Montant total des factures exclues (préciser : HT ou TTC) | | | | | | | | | | | | |
| (C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L.441-6 ou article L.443-1 du code du commerce) | | | | | | | | | | | | |
| Délais de paiement | Délais contractuels : non | | | | | | Délais contractuels : non | | | | | |
| | Délais légaux : oui | | | | | | Délais légaux : oui | | | | | |

M. Evolution du cours de l'action de janvier à décembre 2023

| Date | Cours Moyen | Cours le plus haut | Cours le plus bas | Volume des titres échangés par mois | Capitaux échangés par mois (€) |
|-----------|-------------|--------------------|-------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| Janvier | 3,76 | 4,00 | 3,60 | 7 734 | 28 858 |
| Février | 3,84 | 3,96 | 3,72 | 141 | 553 |
| Mars | 3,57 | 3,90 | 2,90 | 1 049 | 3 526 |
| Avril | 3,48 | 3,62 | 3,30 | 93 273 | 337 207 |
| Mai | 3,65 | 3,80 | 3,40 | 1 398 | 5 056 |
| Juin | 3,52 | 3,70 | 3,02 | 696 | 2 455 |
| Juillet | 3,54 | 3,90 | 3,00 | 7 570 | 28 649 |
| Août | 3,66 | 3,90 | 3,22 | 26 784 | 96 565 |
| Septembre | 3,48 | 3,96 | 3,24 | 372 | 1 355 |
| Octobre | 3,39 | 3,72 | 3,00 | 1 709 | 5 468 |
| Novembre | 3,34 | 3,94 | 2,96 | 3 703 | 12 602 |
| Décembre | 3,58 | 3,92 | 3,22 | 1 147 | 3 842 |

N. Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices

| En Euros (€) | 31/12/2019 | 31/12/2020 | 31/12/2021 | 31/12/2022 | 31/12/2023 |
|--|------------|-------------|------------|------------|------------|
| Capital fin d'exercice | | | | | |
| Capital social | 1 790 125 | 1 790 125 | 2 274 819 | 2 274 819 | 2 274 819 |
| Nombre d'actions ordinaires | 1 432 100 | 1 432 100 | 1 819 855 | 1 819 855 | 1 819 855 |
| Nombre d'actions à dividendes prioritaires | | | | | |
| Nombre maximal d'actions futures à créer | | | | | |
| Opérations et résultats de l'exercice | | | | | |
| Chiffre d'affaires HT | 6 362 484 | 3 796 969 | 6 251 425 | 8 080 369 | 8 776 211 |
| Résultat avant impôts/amortiss. et provisions | - 37 454 | - 881 540 | - 194 561 | - 231 987 | 514 480 |
| Impôts sur les bénéfices | - 47 972 | - 501 260 | - 86 077 | - 22 052 | - 87 816 |
| Participation des salariés | - | - | - | - | - |
| Résultat après impôts | - 339 110 | - 1 910 107 | 325 910 | 822 501 | 133 856 |
| Résultat distribué * | - | - | - | - | - |
| Résultat par action | | | | | |
| après impôts/ et particip.Salariés et avant amortiss./provisions | 0,01 | 0,97 | 0,01 | 0,01 | 0,01 |
| après impôts/ et particip.salariés et après Amortiss./provisions | 0,24 | 1,33 | 0,18 | 0,45 | 0,07 |
| Dividende brut versé à chaque action | - | - | - | - | - |
| Personnel | | | | | |
| Effectif moyen | 83 | 84 | 87 | 91 | 88 |
| Montant de la masse salariale | 2 694 224 | 1 556 219 | 2 327 939 | 3 287 347 | 3 167 729 |
| Sommes versées au titre des avantages sociaux (charges sociales) | 888 659 | 177 725 | 517 184 | 1 025 097 | 879 070 |

Nota : le nominal pour une action a été ramené en 1998 de 560 F à 8F, puis porté en 2000 de 8 F à 1,25 €.

*Au titre de l'exercice N-1

Comptes sociaux Bernard Loiseau SA au 31 décembre 2023

A. Bilan

| ACTIF (en K€) | | 31/12/2023 | | | 31/12/2022 | Ecart N/N-1 | |
|------------------------------------|--|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|-------------|
| | | Brut | Amort. Dépré. | Net | Net | K € | % |
| Actif Immobilisé | Immobilisations incorporelles | | | | | | |
| | Frais d'établissement | 29 | 29 | - | 4 | - 4 | -100% |
| | Logiciels | 48 | 16 | 32 | 36 | - 4 | -11% |
| | Autres immo. incorporelles | 1 097 | 14 | 1 083 | 647 | 436 | 67% |
| | Immobilisations corporelles | | | | | | |
| | Terrains | - | - | - | - | - | NS |
| | Aménagement terrains | 502 | 361 | 141 | 146 | - 4 | -3% |
| | Bâtiments | - | - | - | - | - | NS |
| | Constructions sur sol d'autrui et Aménagements | 5 245 | 3 660 | 1 585 | 1 660 | - 75 | -5% |
| | Installations techniques-matériel/outillage industriel | 3 059 | 2 316 | 743 | 606 | 137 | 23% |
| | Autres immobilisations corporelles | 2 534 | 1 099 | 1 435 | 1 181 | 254 | 21% |
| | Immobilisations en cours | 257 | - | 257 | 219 | 38 | 17% |
| | Immobilisations financières | | | | | | |
| | Actifs mis en fiducie | 3 903 | - | 3 903 | 3 947 | - 43 | -1% |
| | Autres participations | 179 | - | 179 | 534 | - 355 | -66% |
| | Autres titres immobilisés | - | - | - | - | - | NS |
| Autres prêts | 43 | - | 43 | 30 | 13 | 43% | |
| Autres immobilisations financières | 244 | - | 244 | 222 | 22 | 10% | |
| | Total I | 17 141 | 7 496 | 9 645 | 9 231 | 413 | 4% |
| Actif Circulant | Stocks et encours | | | | | | |
| | Stock | 615 | 2 | 613 | 556 | 57 | 10% |
| | Créances | | | | | | |
| | Clients et comptes rattachés | 64 | - | 64 | 53 | 11 | 21% |
| | Autres créances | 978 | - | 978 | 975 | 3 | 0% |
| Disponibilités | 1 905 | - | 1 905 | 3 197 | - 1 292 | -40% | |
| Charges constatées d'avance | 92 | - | 92 | 75 | 17 | 23% | |
| | Total II | 3 653 | 2 | 3 652 | 4 855 | - 1 204 | -25% |
| Comptes de régularisation | Charges à répartir sur plusieurs exercices | 82 | - | 82 | 90 | - 8 | -9% |
| | Total III | 82 | - | 82 | 90 | - 8 | -9% |
| | Total (I + II + III) | 20 876 | 7 498 | 13 378 | 14 176 | - 798 | -6% |

| PASSIF (en K€) | | 31/12/2023 | 31/12/2022 | Ecart N/N-1 | |
|-----------------------------|--|---------------|---------------|--------------|------------|
| | | Net | Net | K € | % |
| Capitaux propres | Capital social | 2 275 | 2 275 | - | 0% |
| | Prime d'émission | 3 771 | 3 771 | - | 0% |
| | Réserves | | | | |
| | Réserves légales | 179 | 179 | - | 0% |
| | Autres Réserves | 612 | 612 | - | 0% |
| | Report à nouveau | - 4 574 | - 3 752 | - 823 | 22% |
| | Perte de l'exercice précédent | - | - | - | NS |
| | Résultat net | 134 | - 823 | 956 | -116% |
| | Subventions | 366 | 344 | 22 | 6% |
| | Total I | 2 761 | 2 606 | 156 | 6% |
| Provisions | Provisions | 416 | 416 | - | 0% |
| | Total II | 416 | 416 | - | 0% |
| Dettes | Dettes financières | | | | |
| | Autres emprunts obligataires | - | - | - | NS |
| | Emprunt auprès des établissements de crédit | 6 526 | 6 878 | - 352 | -5% |
| | Concours bancaires courant | 1 | 2 | - 1 | -29% |
| | Emprunts et dettes financières diverses | 2 155 | 2 227 | - 72 | -3% |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | | - | NS |
| | Dettes d'exploitation | | | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 367 | 257 | 110 | 43% |
| | Dettes fiscales et sociales | 549 | 1 107 | - 558 | -50% |
| | Autres dettes | 600 | 683 | - 83 | -12% |
| Produits constatés d'avance | 3 | 1 | 2 | 306% | |
| | Total III | 10 200 | 11 154 | - 954 | -9% |
| | Total (I + II + III) | 13 378 | 14 176 | - 798 | -6% |

B. Compte de résultat

| COMPTE DE RESULTAT (en K€) | Exercice N | | | Exercice N-1 | | Ecart N/N-1 | |
|---|--------------|-------------|--------------|--------------|------------|-------------|--|
| | France | Exportation | 31/12/2023 | 31/12/2022 | K € | % | |
| Produits d'exploitation | | | | | | | |
| Boutique | 329 | | 329 | 276 | 53 | 19% | |
| Hôtels/restaurants/SPA | 7 839 | | 7 839 | 7 506 | 332 | 4% | |
| Autres | 608 | | 608 | 298 | 310 | 104% | |
| Chiffre d'affaires Net | 8 776 | - | 8 776 | 8 080 | 696 | 9% | |
| Subvention d'exploitation | | | 54 | 14 | 40 | 295% | |
| Reprise sur dépréciations, provisions (et amort.), transferts de charge | | | 22 | 134 | - 112 | -84% | |
| Autres produits | | | 1 | 0 | 1 | NS | |
| Total des produits d'exploitation (I) | | | 8 853 | 8 228 | 625 | 8% | |
| Charges d'exploitation | | | | | | | |
| Achats MP et marchandises | | | 1 782 | 1 526 | 256 | 17% | |
| Variation de stock | | | - 51 | - 38 | - 13 | 33% | |
| Autres achats et charges externes | | | 2 525 | 2 406 | 120 | 5% | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 185 | 201 | - 16 | -8% | |
| Salaires et traitement | | | 3 168 | 3 287 | - 120 | -4% | |
| Charges sociales | | | 879 | 1 025 | - 146 | -14% | |
| Dotations aux amortissements et dépréciations | | | | | | | |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements | | | 476 | 377 | 100 | 26% | |
| Sur immobilisations : dotations aux dépréciations | | | - | - | - | NS | |
| Sur actif circulant : dotations aux dépréciations | | | - | 6 | - 6 | -100% | |
| Dotations aux provisions | | | - | - | | NS | |
| Autres charges | | | 20 | 14 | 7 | 47% | |
| Total des charges d'exploitation (II) | | | 8 985 | 8 803 | 182 | 2% | |
| Résultat d'exploitation (I - II) | | | - 131 | - 575 | 443 | -77% | |
| Quote part de résultat sur opérations faites en commun | | | | | | | |

| COMPTE DE RESULTAT (en K€) | Exercice N | Exercice N-1 | Ecart N/N-1 | |
|--|---------------|-----------------|----------------|--------------|
| | 31/12/2023 | 31/12/2022 | K € | % |
| Produits financiers | | | | |
| Produits financiers de participations | | | | NS |
| Autres intérêts et produits assimilés | 454 | 409 | 44 | 11% |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | - | - | - | NS |
| Reprise dépréciation VMP-Action | - | 0 | - 0 | -100% |
| Total (III) | 454 | 410 | 44 | 11% |
| Charges financières | | | | |
| Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | - | - | - | NS |
| Intérêts et charges assimilées | 287 | 179 | 108 | 60% |
| Différence négative de change | | | - | NS |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | - | - | - | NS |
| Autres charges financières | 0 | 0 | | |
| Total (IV) | 287 | 179 | 108 | 60% |
| Résultat financier (III - IV) | 166 | 230 | - 64 | -28% |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV) | 35 | - 344 | 379 | -110% |
| Produits exceptionnels | | | | |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | - | - | - | NS |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | 17 | 11 | 5 | 47% |
| Produits exceptionnels liés aux opérations de fiducie | | 3 881 | - 3 881 | -1 |
| Total (V) | 17 | 3 893 | - 3 876 | -100% |
| Charges exceptionnelles | | | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 0 | 95 | - 95 | -100% |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | 5 | - | 5 | NS |
| Charges exceptionnelles liées aux opération de fiducie | - | 3 881 | - 3 881 | -100% |
| Dot. amort. et dépré. exceptionnelles | - | 416 | - 416 | -100% |
| Total (VI) | 5 | 4 393 | - 4 388 | -100% |
| Résultat exceptionnel (V - VI) | 11 | - 500 | 512 | -102% |
| Participation des salariés au résultat de l'entreprise | | | | NS |
| Impôts sur les bénéfices | - 88 | - 22 | - 66 | 298% |
| Total des produits | 9 324 | 12 531 | - 3 207 | -26% |
| Total des charges | 9 190 | 13 353 | - 4 163 | -31% |
| Résultat net | 134 | - 823 | 956 | -116% |
| Nombre d'actions | 1 819 855 | 1 819 855 | | |
| Résultat net par action en euros | 0,07 € | - 0,45 € | | |

C. Annexe aux comptes sociaux

L'annexe au bilan de l'exercice clos au 31 décembre 2023, permet de donner les informations explicatives du bilan et du compte de résultat présentés sous forme de liste. Le total bilan s'élève à 13 378 K€, le chiffre d'affaires à 8 776 K€ et le résultat net est bénéficiaire à hauteur de 133 855.60 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/23 au 31/12/23.

Les notes indiquées ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration du 21 mars 2024, et seront proposés à l'approbation de l'assemblée générale prévue le 23 mai 2024.

Bernard Loiseau SA est une société anonyme à conseil d'administration de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France.

Le siège social de la société mère Bernard Loiseau SA est situé au 2, avenue Bernard Loiseau, 21210 Saulieu.

A la demande de la société Bernard Loiseau SA (Cf rapport annuel 2010 page 19 et paragraphe P), Euronext SA a décidé l'admission sur NYSE Alternext (désormais appelé EURONEXT GROWTH) des 1 432 100 actions existantes composant le capital de la société Bernard Loiseau. L'admission a eu lieu le 18 juillet 2011, selon la procédure de cotation directe dans le cadre de son transfert du marché réglementé de NYSE Euronext vers NYSE Alternext (désormais appelé EURONEXT GROWTH) à Paris.

Le conseil d'administration a arrêté le 21 mars 2024 les états financiers résumés annuels de 2023.

1) Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément :

- Aux dispositions des articles L 123-12 à L 123-28 du Code de commerce ;
- Aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France : le règlement de l'ANC 2016-07 du 4 novembre 2016, modifiant le règlement 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, homologué par arrêté du 26 décembre 2016, et suivants, tels qu'applicables au 31 décembre 2023.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- indépendance des exercices,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

A la date d'arrêté des comptes, le conseil d'administration n'a pas connaissance de faits remettant en cause ce principe de continuité d'exploitation.

Les méthodes comptables adoptées en 2023 sont identiques à celles de l'exercice précédent.

2) Evènements significatifs intervenus au cours de l'exercice

La stratégie « Au Taquet 2026 » continue son déploiement : nous avons pu en 2023 assoir le concept des bistrot chic par Bernard Loiseau en ouvrant Loiseau du Temps à Besançon (avril 2023), en rénovant Loiseau des Vignes (mai 2023) et Loiseau des Ducs (janvier 2024) et en initiant le projet du bistrot Loiseau de France au Japon..

Le 25 janvier 2023 à effet rétroactif comptable et fiscal au 1^{er} janvier 2023, Bernard Loiseau SA a décidé la dissolution anticipée sans liquidation de la SAS Hostellerie des Remparts, entraînant la transmission universelle de son patrimoine à la société Bernard Loiseau et un mali technique de 407 K€ affecté en immobilisation incorporelle.

Début 2023, l'hôtel de la Tour d'Auxois a été mis en exploitation.

Sur le premier semestre 2023, les SCI Dumaine, SCI Jacquemot et SCI des Remparts ont fusionné avec un effet rétroactif comptable et fiscal en date du 1^{er} janvier 2023.

Sur le premier semestre 2023, la SA Bernard Loiseau a procédé au remplacement d'un certain nombre d'éléments de cuisine, modernisant ainsi l'outil de production et favorisant un travail de qualité.

Enfin, à l'occasion de la commémoration des 20 ans de la disparition de Monsieur Bernard Loiseau, l'année 2023 a été marquée par l'hommage international à Bernard Loiseau qui a eu un engouement sans précédent : outre les 4 diners organisés à la Côte d'Or, le groupe Bernard Loiseau s'est exporté le temps d'une soirée à New York, Sao Paulo, Tokyo et Kobe.

Changement de gouvernance :

Le conseil d'administration de Bernard Loiseau SA, réuni le 20 avril 2023, a :

- acté la démission de madame Dominique Loiseau en tant que présidente à compter du 17 juin 2023, et décider de la nommer Présidente d'honneur à vie,
- acté le non-renouvellement (à la demande de l'intéressé) du mandat de directeur général de Monsieur Louis Ramé à compter du 17 juin 2023, et de le nommer administrateur référent,
- décidé la nomination de madame Bérandgère Loiseau en tant que Présidente Directrice générale réunissant ainsi les fonctions de directeur général et de président pour la durée de son mandat d'administrateur, soit à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

3) Evènements significatifs intervenus postérieurement à la clôture

Le 1^{er} décembre 2023, Bernard Loiseau SA a décidé la dissolution anticipée sans liquidation de la SARL BL Organisation, entraînant la transmission universelle de son patrimoine à la société Bernard Loiseau. Cette société a été radiée le 16 janvier 2024.

En janvier 2024, à l'occasion des 10 ans de la SARL Loiseau des Ducs, et dans la continuité de la stratégie « Au Taquet 2026 », la salle de restaurant a été rénovée.

En janvier 2024, une nouvelle campagne de rénovation de 5 chambres du relais Bernard Loiseau a été lancée.

Le 6 février 2024, dans la continuité de la stratégie « Au Taquet 2026 », la société Bernard Loiseau a souscrit à 15 % de capital d'un futur bistrot au Japon, dont l'ouverture est prévue au printemps-été 2024 à l'Institut Français du Japon à Tokyo.

D. Notes sur le bilan

1) Etat de l'actif immobilisé

| Immobilisations incorporelles (en K€) | 31/12/2022 | Acquisitions | TUP | Cessions | Mise au rebut | Transfert | 31/12/2023 |
|--|---------------|--------------|------------|------------|---------------|------------|---------------|
| Frais d'établissement | 29 | | | | | | 29 |
| Brevets, licences, marques... | 42 | | 6 | | | | 48 |
| Fonds commercial | 644 | | 23 | | | | 667 |
| Mali de fusion TA | | 407 | | | | | 407 |
| Autres immo. incorporelles | 17 | 10 | | | 5 | | 22 |
| Total des immobilisations incorporelles | 733 | 417 | 29 | - | 5 | - | 1 174 |
| Agcts et aménagt terrains | 502 | | | | | | 502 |
| Construction sur sol d'autrui | 5 245 | | | | | | 5 245 |
| Installations techniques | 2 735 | 283 | 46 | | 5 | | 3 059 |
| Agcts et aménagt divers | 1 170 | 266 | 189 | | | | 1 626 |
| Matériel de transport | 118 | | | | 45 | | 72 |
| Matériel de bureau et matériel | 162 | 94 | 1 | | | | 257 |
| Mobilier | 513 | 59 | 7 | | | | 579 |
| Immo. Corporelles en cours | 219 | 194 | | | | 157 | 257 |
| Total des immobilisations corporelles | 10 666 | 896 | 243 | - | 50 | 157 | 11 597 |
| Titres de participation | 534 | | - | 355 | | | 179 |
| Actifs mis en fiducie (*) | 3 947 | | | | | 43 | 3 903 |
| Prêts au personnel | | | | | | | |
| Autres prêts | 30 | 13 | | | | | 43 |
| Dépôts et cautionnements versé | 168 | 21 | 1 | | | | 190 |
| Actions propres | 54 | | | | | | 54 |
| Total des immobilisations financières | 4 733 | 34 | - | 355 | - | 43 | 4 369 |
| Total des immobilisations | 16 132 | 1 346 | - | 83 | - | 200 | 17 141 |

(*) Il s'agit des actifs apportés dans le cadre de la convention de fiducie (cf paragraphe D-notes sur le bilan paragraphe N°3). Ce sont les titres de la SCI Dumaine pour 165 K€ et le compte courant en créance chez Bernard Loiseau à hauteur de 3 738 K€.

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Les frais financiers ne sont pas immobilisés. Chacun des composants identifiés d'une immobilisation fait l'objet d'une compensation et d'amortissements séparés.

Les fonds commerciaux sont valorisés à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

Concernant les participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement :
La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire (définie par l'entreprise) est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée du montant de la différence.

La valeur d'inventaire des titres est déterminée en fonction de plusieurs éléments d'appréciation tels que l'actif net à la clôture de l'exercice corrigé des éventuelles plus-values latentes, la rentabilité des sociétés concernées, leurs perspectives et leur valeur d'utilité pour le groupe. Aucune perte de valeur ni dépréciation n'a été identifiée au 31 décembre 2023.

2) Etat des amortissements

| Amortissement Immobilisations (en K€) | 31/12/2022 | Dotaton | TUP | Reprise | Mise au rebut | Transfert | 31/12/2023 |
|---------------------------------------|--------------|------------|------------|----------|---------------|-----------|--------------|
| Amortissements frais d'établissement | 26 | 4 | | | | | 29 |
| Amort. Brevets, licences, marq | 6 | 10 | | | | | 16 |
| Amort. Autres immobilisations | 15 | 3 | | | 4 | | 14 |
| Total des amort/immo incorp. | 47 | 16 | - | - | 4 | - | 59 |
| Amort. Agcts aménagt terrain | 357 | 4 | | | | | 361 |
| Amort. Constr. sur sol autrui | 3 585 | 75 | | | | | 3 660 |
| Amort. Installations technique | 2 129 | 158 | 30 | | 1 | | 2 316 |
| Amort. Agcts et aménagt divers | 388 | 124 | 140 | | | | 651 |
| Amort. Matériel de transport | 97 | 6 | | | 45 | | 58 |
| Amort. Matériel de bureau | 66 | 49 | 1 | | | | 115 |
| Amort. Mobilier | 232 | 36 | 6 | | | | 275 |
| Total des amort/immo corp. | 6 854 | 453 | 177 | - | 46 | - | 7 437 |
| Total des amortissements | 6 901 | 468 | 177 | - | 50 | - | 7 496 |

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité.

- | | |
|--|------------------|
| ▪ Terrains | Non amortissable |
| ▪ Constructions | 40 à 70 ans |
| ▪ Agencements constructions (second œuvre) | 25 à 70 ans |
| ▪ Agencements et aménagements des constructions | 10 à 70 ans |
| ▪ Petits agencements | 4 à 10 ans |
| ▪ Installations techniques | 4 à 10 ans |
| ▪ Matériel et outillage industriels | 3 à 25 ans |
| ▪ Installations générales | 5 à 40 ans |
| ▪ Matériel de transport | 5 à 8 ans |
| ▪ Mobilier | 5 à 10 ans |
| ▪ Matériel de bureau et informatique non amortis | 3 à 5 ans |

Chaque année, la valeur d'inventaire du fonds de commerce est comparée à sa valeur actuelle. La valeur actuelle est déterminée par référence aux critères habituellement retenus dans la restauration et aux perspectives d'avenir sur la base d'une approche de valorisation par les cash-flows futurs actualisés à un taux de 8.14%.

Le taux d'actualisation utilisé est un taux après impôt appliqué à des flux de trésorerie après impôt. Son utilisation aboutit à la détermination de valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant un taux avant impôt à des flux de trésorerie non fiscalisés.

Le taux d'actualisation retenu au 31 décembre 2023 pour actualiser les flux futurs de trésorerie s'élève à 8.14%, contre 8.64% en 2022, et a été calculé sur la base des principales hypothèses suivantes :

- Flux de trésorerie estimés sur une période de 5 années en tenant compte d'une croissance de l'activité de 1.5% selon les établissements, étant précisé que ces flux de trésorerie et hypothèses ont été revus en février 2024.
- Taux sans risque de 2.78%
- Prime de risque de 5.32%
- Beta endetté de 1.25
- Taux de croissance à l'infini de 1.5 %

La valeur actuelle du fonds commercial étant supérieure à la valeur comptable nette au 31 décembre 2023, il n'y a pas lieu de constater une dépréciation à cette date.

La variation du taux d'actualisation de plus ou moins 1 point serait sans incidence sur les conclusions des tests de dépréciation.

3) Fiducie

Mise en place d'une fiducie sûreté dans le cadre du refinancement du groupe :

Le 4 février 2022, la société Bernard Loiseau a contracté un emprunt de 6 300 K€, assorti d'une convention de fiducie-sûreté, afin de refinancer les dettes en cours. Tous les emprunts en cours de Bernard Loiseau SA et de la SCI Dumaine ont été remboursés par anticipation en février 2022. Ce nouvel emprunt est remboursable sur une période de 12 ans au taux fixe de 2,259 % avec une quote-part d'un million d'euros en in fine.

Pour financer les acquisitions des titres de la SCI des remparts et de la SAS Hostellerie d'Auxois, un avenant au contrat de prêt conclu le 4 février 2022 a été signé. Il a été mis à disposition une nouvelle tranche d'un montant en principal de 850 K€ le 15 décembre 2022 au taux de 5.13% remboursable sur la durée restante du prêt signé le 4 février 2022, soit un peu plus de 11 ans à la date de l'avenant. Cet emprunt est garanti par une fiducie-sûreté sur les titres de la SCI Dumaine.

Les principales caractéristiques de la convention de fiducie-sûreté sont les suivantes :

Objet de la convention : Convention de fiducie en date du 04/02/2022, avec un avenant en date du 15/12/2022. Il s'agit d'une fiducie-sûreté dont l'objectif est de garantir le remboursement intégral des sommes dues au titre du prêt contracté par la société en principal, intérêts et frais accessoires.

La fiducie est constituée pour une durée de 22 ans (date de fin le 08/02/2044).

Montant de la sûreté et modalité de réalisation : la sûreté reprend le remboursement intégral des sommes dues au titre du prêt global contracté par BERNARD LOISEAU SA auprès des bénéficiaires, pour un montant de 7 150 K€, en capital. La sûreté couvre également les intérêts et frais accessoires, et frais de fonctionnement de la fiducie. En cas de survenance de défaut non régularisé ayant entraîné l'exigibilité anticipée du prêt, l'Agent pourra transmettre au Fiduciaire, avec copie au constituant (BERNARD LOISEAU SA), une notification visant à instruire le Fiduciaire de mettre en œuvre la réalisation des actifs fiduciaires. Le Fiduciaire transfèrera au constituant l'éventuelle soulte du produit de cession net, après complet paiement de la sûreté

Fiduciaire : BPCE Lease

Constituants : Bernard Loiseau SA, constituant initial (convention de fiducie de février 2022), apport des titres de la SCI Dumaine.

Agent : BPCE Bail

Bénéficiaires :

| Bénéficiaires | Siège social |
|--|---|
| BPCE Bail | 7 promenade Germaine Sablon – 75013 Paris |
| Banque Populaire Bourgogne Franche Comté | 14 boulevard de la Trémouille – 21000 Dijon |
| Société Générale | 29 boulevard Haussmann – 75009 Paris |

Transfert des actifs fiduciaires : les actifs et passifs ont été transférés à la valeur nette comptable, et sont les suivants :

- Transfert des parts de la SCI Dumaine (99.98% du capital social soit 4999 parts). La valeur nette comptable de ces titres est de 165 K€.
- Transfert des parts de la SCI des Remparts, apportés par la SCI Dumaine : 1000 parts de la SCI des Remparts (100% du capital social). La valeur nette comptable des titres est de 415 K€ (NB : ce poste est comptabilisé dans les comptes sociaux de la SCI Dumaine).
- Créances de Compte Courant d'Associé de la SA Bernard Loiseau vis-à-vis de la SCI Dumaine : le poste au 31 décembre 2023 est de 3 738 K€.

Régime fiscale de l'opération : l'opération de mise en fiducie des actifs fiduciaires a été placée sous le régime de neutralité fiscale prévu aux articles 238 quater A et suivants du code général des impôts.

Affectation du résultat de la fiducie : jusqu'à toute notification de réalisation, les constituants (Bernard Loiseau SA et SCI Dumaine) bénéficient des fruits et produits attachés aux parts des titres transférés.

Répartition des risques entre constituants et fiduciaire : Bernard Loiseau SA et SCI Dumaine, en qualité de constituant, supporte la majorité des risques relatifs à la fiducie. Les constituants sont engagés notamment :

- à faire en sorte que les actifs, notamment immobiliers, soient à tout moment, parfaitement assurés, pour des valeurs et dans des conditions qui correspondent à des standards de marché en la matière ;
- à financer toute acquisition par la Société d'un actif immobilier qui viendrait compléter les Actifs Immobiliers en finançant chacune des acquisitions au moyen des Créances de Compte-Courant d'Associé ;
- à gérer chaque Actif Immobilier en personne raisonnable et à faire ses meilleurs efforts pour que son ou ses preneurs le maintienne(nt) en bon état d'entretien.

4) Etat des provisions et des dépréciations

| | 31/12/2022 | TUP | Complément | Reprise utilisée | Reprise non utilisée | 31/12/2023 |
|-------------------------------|------------|----------|------------|------------------|----------------------|------------|
| Autres provision pour risques | 416 | | | | | 416 |
| Dépré. Stock Cave | 4 | | | 2 | | 2 |
| Prov. dépré. clients | 6 | | | | 6 | - |
| TOTAL | 426 | - | - | 2 | 6 | 418 |

clôture de l'exercice des litiges et charges ayant leur origine avant la clôture de l'exercice 2023.

Ces provisions sont déterminées en fonction du risque estimé sur la base de dossiers techniques.

5) Stock et en-cours

| | Brut | Dépréciations | Net | 31/12/2022 |
|--------------------------|------------|---------------|------------|------------|
| Stock Cuisine | 42 | - | 42 | 23 |
| Stock Cave | 447 | 2 | 445 | 417 |
| Stock SPA | 28 | - | 28 | 25 |
| Stock Produits entretien | - | - | - | - |
| Stock Hôtel | 29 | - | 29 | 29 |
| Stock Boutique | 69 | - | 69 | 61 |
| TOTAL | 615 | 2 | 613 | 556 |

Les stocks valorisés sont principalement les liquides et solides nécessaires à la réalisation de l'activité courante (restaurant et hôtel) et les marchandises vendues en boutique. Ils sont évalués suivant un relevé physique et chiffrés au prix moyen pondéré.

Les frais financiers ne sont pas capitalisés dans la valorisation des stocks.

Les stocks sont dépréciés si la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable.

6) Clients et comptes rattachés

| | Brut | Dépréciations | Net | 31/12/2022 |
|------------------------------|-----------|---------------|-----------|------------|
| Clients | 54 | - | 54 | 7 |
| Clients intragroupes | 10 | - | 10 | 45 |
| Clients douteux ou litigieux | - | - | - | 1 |
| TOTAL | 64 | - | 64 | 53 |

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles sont dépréciées lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable.

Il n'a pas été constaté une perte de valeur à la clôture.

7) Etat des échéances, des créances et des dettes

| Créances en K€ | Montant au bilan | - 1 an | 1 - 5 ans | Plus de 5 ans |
|--|------------------|--------------|-----------|---------------|
| Autres prêts | 43 | | | 43 |
| Dépôts/cautionnements versés | 190 | - | 4 | 186 |
| Actions propres | 54 | 54 | | |
| Actifs mis en fiducie | 3 903 | 3 903 | | |
| Clients | 54 | 54 | | |
| Clients intragroupe | 10 | 10 | | |
| Clients douteux ou litigieux | - | - | | |
| Fournisseurs | 28 | | | |
| Fournisseurs - Acomptes | 11 | 11 | | |
| Fournisseurs - Emballages | 0 | 0 | | |
| Fournisseurs, avoir à recevoir | 0 | 0 | | |
| Rémunérations du personnel | 0 | 0 | | |
| Autres charges pers à recevoir | 1 | 1 | | |
| Organismes sociaux - Produits à recevoir | 2 | 2 | | |
| Etat impôts sur les bénéfices | 12 | 12 | | |
| TVA déductible sur immobilisation | 2 | 2 | | |
| TVA déductible sur biens et services | - | - | | |
| Crédit de TVA | - | - | | |
| TVA/Factures non parvenues | 14 | 14 | | |
| C/C Loiseau des Ducs | 545 | 545 | | |
| C/C LDT | 283 | 283 | | |
| C/C Int. Fisc. - SCI Dumaine | 28 | 28 | | |
| C/C Int. Fisc. - BLO | 30 | 30 | | |
| C/C Int. Fisc. - LDT | 22 | 22 | | |
| Charges à répartir sur frais d'emission | 82 | 82 | | |
| Charges constatées d'avance | 92 | 92 | | |
| TOTAL | 5 405 | 5 144 | 4 | 229 |

| Dettes en K€ | Montant au bilan | - 1 an | 1 - 5 ans | Plus de 5 ans |
|---------------------------------------|------------------|--------------|--------------|---------------|
| Emprunts | 6 503 | 512 | 2 068 | 3 923 |
| Intérêts courus - ICNE | 23 | 23 | | |
| Agios à payer | 1 | 1 | | |
| C/C Bernard Loiseau Organisati | 1 472 | 1 472 | | |
| C/C Loiseau des Vignes | 683 | 683 | | |
| Fournisseurs | 261 | 261 | | |
| Fournisseurs intragroupe | - | - | | |
| Fournisseurs FNP | 106 | 106 | | |
| Personnel rémunération due | 6 | 6 | | |
| Provision pour congés payés | 206 | 206 | | |
| Provision pour RTT | 10 | 10 | | |
| Provision pour primes à payer | 5 | 5 | | |
| Autres charges pers. à payer | - | - | | |
| Sécurité sociale | 99 | 99 | | |
| GMC Prévoyance C+NC | 13 | 13 | | |
| GMC Mutuelle C+NC | 16 | 16 | | |
| Caisses de retraites | 22 | 22 | | |
| Arial - Assurance C - Art83 | 5 | 5 | | |
| Provision pour charges/congés payés | 58 | 58 | | |
| Provision pour charges/RTT | 6 | 6 | | |
| Provision pour charges/primes à payer | 2 | 2 | | |
| Orga. sociaux charges à payer | 31 | 31 | | |
| Etat prélèvement à la source | 7 | 7 | | |
| TVA à décaisser | 42 | 42 | | |
| TVA déd/ABS | 1 | 1 | | |
| TVA déductible s/immobilisations | - | - | | |
| TVA collectée | 2 | 2 | | |
| TVA / FAE | - | - | | |
| Etat charges à payer | 18 | 18 | | |
| Client, arhes et avances | 598 | 598 | | |
| Clients avoir a etablr | 2 | 2 | | |
| Produits constatés d'avance | 3 | 3 | | |
| TOTAL | 10 200 | 4 209 | 2 068 | 3 923 |

8) Emprunts

| Type de dette | 31/12/2022 | Variation liée aux opérations juridiques de l'exercice | Remboursement emprunt | Souscription | 31/12/2023 |
|-----------------|--------------|--|-----------------------|--------------|--------------|
| Emprunts | 6 852 | 147 | 496 | - | 6 503 |
| Obligataires | | | | | |
| Autres emprunts | | | | | |
| Total | 6 852 | | 496 | - | 6 503 |

Au 31 décembre 2023, l'endettement bancaire de la société Bernard Loiseau SA est de 6503 K€ contre 6 852 K€ au 31 décembre 2022. Il correspond à l'emprunt souscrit auprès du pool bancaire mené par BPCE auquel ont souscrit la Banque Populaire Bourgogne Franche Comté et la Société Générale. Ces emprunts sont assortis d'une convention de fiducie sureté sur la SCI Dumaine.

La TUP de la SAS Hostellerie des remparts a eu pour effet de transférer à la SA Bernard Loiseau les 147 K€ d'emprunts qu'elle devait aux différents établissements bancaires.

Les frais d'émission d'emprunt sont étalés sur la durée de l'emprunt de manière linéaire. Une quote-part de ces frais fait l'objet d'une reprise chaque année.

Au 31 décembre 2023, l'endettement bancaire détaillé de la société Bernard Loiseau est de 6 503 K€ contre 6 852 K€ au 31 décembre 2022 :

| Sociétés | Banque | Taux interet | Durée | Initial | 01/01/2023 | Variation liée aux opérations juridiques | Rembts | 31/12/2023 | Moins 1 an | de 1 à 5 ans | +5 ans |
|----------------------|--------|--------------|--------|--------------|--------------|--|------------|--------------|------------|--------------|--------------|
| BPO - refinanc.dette | BPCE | 5,13% | 11 ans | 850 | 850 | | 52 | 798 | 54 | 248 | 496 |
| BPO - refinanc.dette | BPCE | 2,26% | 12 ans | 6 300 | 6 002 | | 405 | 5 597 | 414 | 1 756 | 3 427 |
| PGE Host.remparts | B.POP | 2,15% | 6 ans | 80 | | 67 | 20 | 47 | 20 | 27 | - |
| PGE Host.remparts | B.POP | 1,84% | 6 ans | 60 | | 60 | 11 | 49 | 15 | 34 | - |
| Emp.artisanat Host. | B.POP | 7,77% | 5 ans | 16 | | 8 | 4 | 4 | 4 | - | - |
| Emp.artisanat Host. | B.POP | 3,51% | 6 ans | 20 | | 12 | 4 | 8 | 4 | 3 | - |
| Total | | | | 7 326 | 6 852 | 147 | 496 | 6 503 | 512 | 2 068 | 3 923 |

9) Détail du poste « groupe et associés »

| En K€ | Créance | Dettes |
|--------------------------------|--------------|--------------|
| C/C SCI Dumaine (*) | 3 903 | - |
| C/C Bernard Loiseau Organisati | - | 1 472 |
| C/C Loiseau des Ducs | 545 | - |
| C/C Loiseau des Vignes | - | 683 |
| C/C Loiseau du temps | 283 | - |
| C/C Int. Fisc. - SCI Dumaine | 28 | - |
| C/C Int. Fisc. - BLO | 30 | - |
| C/C Int. Fisc. - LDT | 22 | - |
| TOTAL | 4 812 | 2 155 |

(*) Société en fiducie - c/c de la société mis en fiducie

10) Détail du poste « fonds commercial »

Le poste Fonds Commercial dont le total hors droit au bail s'élève à 1 075 K€ comprend :

| Fonds de commerce | Montant |
|--|--------------|
| Eléments achetés (hôtellerie restauration Saulieu) | 62 |
| Eléments reçus en apport (activité consultant culinaire) | 576 |
| Fonds de commerce de LDS suite à TUP | 6 |
| Fonds de commerce de TA suite à TUP | 430 |
| TOTAL | 1 075 |

Ces actifs ne font l'objet d'aucun amortissement, ni d'aucune provision compte tenu de leur valeur actuelle au 31 décembre 2023.

11) Tableau des filiales et participations

| Filiales et participations | Capital | Capitaux propres hors capital et résultat de l'exercice | Quote part du capital détenu | Valeur comptable des titres détenus | | Prêts et avances consentis par BL SA à ses filiales et participations | Montant des cautions et avals donnés par la société | Chiffre d'affaires HT du dernier exercice | Résultat du dernier exercice | Dividende encaissé par la société dans l'ex. |
|-----------------------------------|---------|---|------------------------------|-------------------------------------|---------|---|---|---|------------------------------|--|
| | | | | Brute | Nette | | | | | |
| SAS Loiseau des Vignes | 55 000 | 1 095 031 | 100% | 119 023 | 119 023 | - | - | 917 324 | - 26 204 | - |
| EURL Bernard Loiseau Organisation | 8 000 | 1 428 895 | 100% | 8 000 | 8 000 | - | - | 71 062 | 91 046 | - |
| SARL Loiseau des Ducs | 50 000 | - 51 795 | 100% | 50 000 | 50 000 | 544 672 | - | 1 020 440 | - 73 394 | - |
| SAS LDT | 1 000 | - 2 573 | 100% | 1 000 | 1 000 | 282 840 | - | 956 471 | 67 032 | - |
| SCI Dumaine (*) | 8 762 | 3 197 798 | 100% | 164 963 | 164 963 | 3 738 498 | - | 766 980 | 162 970 | 164 000 |

(*) Société en fiducie

12) Droits représentatifs d'actifs nets remis en fiducie

Dans le cadre de l'opération de fiducie, les actifs suivants ont été transférés à la valeur nette comptable, auprès de BPCE Bail :

Transfert des parts de la SCI Dumaine (99.98% du capital social soit 4999 parts). La valeur nette comptable de ces titres est de 165 K€.

Créances de Compte Courant d'Associé de la SCI Dumaine : le poste au 31 décembre 2023 est de 3 738 K

Ces éléments constituent le poste 266100 Droits représentatifs d'actifs remis en fiducie au 31 décembre 2023.

13) Eléments concernant les entreprises liées

| Postes | Montant concernant les entreprises liées | Montant concernant les entreprises avec lesquelles la société à un lien de participation |
|--|--|--|
| Avances et acomptes sur immobilisations | | |
| Participations | | 179 |
| Dépréciations/participations | | - |
| Droits représentatifs d'actifs nets remis en fiducie (*) | | 3 903 |
| Créances rattachées à des participations | | |
| Caution – dépôt de garantie | | 186 |
| Avances et acomptes versés sur commande | | |
| Créances clients et comptes rattachés | | |
| Autres créances | | 908 |
| Capital souscrit appelé non versé | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Autres emprunts obligataires | | |
| Emprunts/dettes auprès des établissements de crédits | | |
| Emprunt et dettes financières divers | - | 2 155 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | | |
| Total des postes au bilan | - | 3 022 |
| Produits de participation | | 164 |
| Autres produits financiers | | 251 |
| Charges financières | - | 112 |
| Mali de fusion | | |
| Boni de fusion | | |
| Produit exceptionnel retour meilleure fortune | | |
| Abandon de compte courant | | |
| Prix de cession des immobilisations cédées | | |
| VNC des immobilisations corporelles cédées | | |
| Total des postes au compte de résultat | - | 303 |

(*) se conférer au paragraphe 3

14) Charges à payer

| Postes | Montant en K€ |
|--|---------------|
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 24 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 106 |
| Dettes fiscales et sociales | 336 |
| Autres dettes diverses | |
| TOTAL | 467 |

15) Charges et produits constatés d'avance

| En K€ | Charges | Produits |
|---------------------------------|-----------|----------|
| Charges/produits d'exploitation | 92 | 3 |
| Charges/produits financiers | - | - |
| Charges/produits exceptionnels | - | - |
| TOTAL | 92 | 3 |

16) Composition du capital social

| | Nombre | Valeur nominale |
|---|------------------|-----------------|
| Actions / parts sociales au 31/12/2022 | 1 819 855 | 1,25 |
| Actions / parts sociales émises pendant l'exercice | | |
| Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice | | |
| Actions / parts sociales au 31/12/2023 | 1 819 855 | 1,25 |

Note : L'assemblée générale du 16 juin 2023 a autorisé le conseil d'administration de Bernard Loiseau à acheter ou vendre des titres de la société. Celle-ci détient 15 593 actions en autocontrôle au 31/12/2023.

17) Tableau de variation des capitaux propres

| (en K€) | Capital social | Primes d'émission | Réserves | Report à nouveau | Résultat | Subventions d'investissement | Total |
|---------------------------------------|----------------|-------------------|----------|------------------|----------|------------------------------|-------|
| Capitaux propres au 31/12/2021 | 2 275 | 3 771 | 791 | - 4 078 | 326 | 339 | 3 423 |
| Affectation du résultat | | | | 326 | - 326 | | - |
| Augmentation de capital | | | | | | | - |
| Réaffectation Report à nouveau | | | | | | | - |
| Distribution dividendes | | | | | | | - |
| Résultat net de l'exercice | | | | | - 823 | | - 823 |
| Subvention d'investissement | | | | | | 5 | 5 |
| Capitaux propres au 31/12/2022 | 2 275 | 3 771 | 791 | - 3 752 | - 823 | 344 | 2 606 |
| Affectation du résultat | | | | - 823 | 823 | | - |
| Augmentation de capital | - | - | | | | | - |
| Réaffectation Report à nouveau | | | | | | | - |
| Distribution dividendes | | | | | | | - |
| Résultat net de l'exercice | | | | | 134 | | 134 |
| Subvention d'investissement | | | | | | 22 | 22 |
| Capitaux propres au 31/12/2023 | 2 275 | 3 771 | 791 | - 4 574 | 134 | 366 | 2 761 |

E. Notes sur le compte de résultat

1) Ventilation du chiffre d'affaires net

| En K€ | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---|--------------|--------------|
| Vente marchandises | | |
| Boutique | 329 | 276 |
| Production de service | | |
| Restauration - Hotellerie - SPA Saulieu | 7 839 | 7 506 |
| Management fees | 268 | 143 |
| Autres | 339 | 155 |
| TOTAL | 8 776 | 8 080 |

2) Subventions d'exploitation

Ce poste correspond principalement aux aides à l'embauche des apprentis.

3) Détail des charges et produits financiers

| En K€ | Charges financières | Produits financiers |
|--|---------------------|---------------------|
| Charges et produits financiers des entreprises liées | 112 | 251 |
| Dividendes perçus des entreprises liées | | 164 |
| Autres charges et produits financiers | 0 | 38 |
| Intérêts des emprunts | 175 | |
| Mali/Boni de fusion | - | |
| TOTAL | 287 | 454 |

4) Détail des charges et produits exceptionnels

| En K€ | Charges exceptionnelles | Produits exceptionnels |
|---|-------------------------|------------------------|
| Produits de cession d'actif | | 1 |
| Opérations liées à la fiducie | | |
| Valeur nette comptable des immobilisations cédées | 5 | |
| Dot. amort. provision et dépré. exceptionnelles | - | |
| Autres (amortissement subvention, pénalités...) | 0 | 17 |
| TOTAL | 5 | 17 |

5) Ventilation de la charge d'impôt

| En K€ | Charges | Produits |
|-------------------------------|----------|-----------|
| Impôt sur les sociétés | | 7 |
| Produit d'intégration fiscale | | 81 |
| Charge d'intégration fiscale | | |
| Dotation provision impôts | | |
| Reprise provision impôts | | - |
| TOTAL | - | 88 |

Les sociétés Bernard Loiseau SA et BL Organisation bénéficient du régime d'intégration fiscale depuis janvier 2005. La SAS Loiseau des Vignes fait partie de ce groupe d'intégration fiscale depuis janvier 2015. La SCI Dumaine ainsi que la SAS LDT font partie de cette intégration fiscale depuis le 1^{er} janvier 2023.

Les modalités de répartition de l'impôt entre les sociétés concernées conduisent à une charge d'impôt dans les filiales identique à celle qu'elles auraient supportée en l'absence d'intégration. La société mère enregistre quant à elle le solde par rapport au résultat d'ensemble, et constitue, le cas échéant, une provision lorsque la restitution des économies d'impôt aux filiales déficitaires est probable. Le montant des déficits reportables est de 5 689 K€.

6) Effectif moyen équivalent temps plein

| | 2023 | 2022 |
|-----------------------------------|-----------|-----------|
| Cadres | 10 | 12 |
| Agents de maîtrise et techniciens | 8 | 8 |
| Employés | 62 | 69 |
| Apprentis | 8 | 2 |
| Total | 88 | 91 |

7) Rémunérations allouées aux mandataires sociaux

Le montant global des rémunérations perçues par les mandataires sociaux s'élève au titre de l'exercice 2023 à 351 K€.

F. Autres informations

1) Engagements en matière de retraite

Les engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière ne sont pas comptabilisés dans les comptes sociaux. Ils font en revanche l'objet d'une évaluation actuarielle, conforme aux dispositions de la norme IAS19. Le montant global des droits acquis au 31/12/2023 s'élève à 15 K€.

Les hypothèses actuarielles retenues pour le calcul des indemnités de départ en retraite sont les suivantes :

- Age de départ en retraite : 67 ans
- Taux des charges sociales : de 21.72% à 48.48% selon les catégories de salariés
- Augmentation des salaires : 2%
- Taux d'actualisation : 3.45%
- Table de mortalité : TH 17-19 source INED

Le taux d'actualisation retenu pour le calcul en 2023 de la provision pour indemnités de départ en retraite s'élève à 3.45%, ce taux est en adéquation avec l'évolution des indices iBoxx, Bloomberg et des OAT supérieurs à 10 ans au 31 décembre 2023.

Le groupe a considéré que l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2008 sur la modernisation du marché du travail, et en particulier son article 11, ne s'appliquait pas aux cas de départ en retraite à l'initiative du salarié et n'avait en conséquence pas d'incidence sur le calcul des engagements de retraite.

Il n'existe pas au sein du Groupe de régimes d'avantages au personnel à cotisations définies.

2) Engagements financiers et dettes garanties par des sûretés réelles

Le 4 février 2022, la société Bernard Loiseau a contracté un emprunt de 6 300 K€, assorti d'une convention de fiducie-sûreté, afin de refinancer les dettes en cours. Tous les emprunts en cours de Bernard Loiseau SA et de la SCI Dumaine ont été remboursés par anticipation en février 2022. Ce nouvel emprunt est remboursable sur une période de 12 ans au taux fixe de 2,259 % avec une quote-part d'un million d'euros en in fine. Au titre des garanties apportées, Monsieur Louis Ramé s'est porté personnellement caution à concurrence de 50% des sommes dues au titre du contrat de prêt (soit 3.150.000 euros), en principal, intérêts, commissions, frais et accessoires, pénalités et intérêts de retard éventuels, pendant toute la durée du prêt, au bénéfice des prêteurs et au travers d'un acte de caution solidaire, signé le 4 février 2022, prévoyant une rémunération de cet engagement de caution par l'emprunteur, la société BERNARD LOISEAU, au bénéfice de Monsieur Louis Ramé.

Pour financer les acquisitions des titres de la SCI des remparts et de la SAS Hostellerie d'Auxois, le contrat de prêt conclu le 4 février 2022 a été modifié. Il a été mis à disposition une nouvelle tranche d'un montant en principal de 850 K€ le 15 décembre 2022 au taux de 5.13% remboursable sur 11 ans. Cet emprunt s'inscrit également dans le cadre de la fiducie-sûreté. Dans ce cadre, un acte réitératif de caution solidaire a été signé le 15 décembre 2022 pour garantir le remboursement du prêt total dans la limite d'un montant de 3.150.000 € comprenant le principal, les intérêts, les commissions, les frais et accessoires, et le cas échéant, les pénalités et intérêts de retard.

La fiducie est constituée pour une durée de 22 ans (date de fin le 08/02/2044).

La sûreté reprend le remboursement intégral des sommes dues au titre du prêt global contracté par BERNARD LOISEAU SA auprès des bénéficiaires, pour un montant de

7 150 K€, en capital. La sûreté couvre également les intérêts et frais accessoires, et frais de fonctionnement de la fiducie.

Le solde du capital restant dû au 31 décembre 2023 est de 6 395 K€.

Se reporter au paragraphe 3 – D-Note de bilan

La société Bernard Loiseau SA a accordé sa caution solidaire à hauteur de 700 000 euros pour le compte de la société SAS LDT, filiale détenue à 100 %. Cet engagement porte sur le montant en principal et le paiement des intérêts, indemnités, frais et accessoires correspondants.

3) Parties liées

Aucune autre information n'est à mentionner sur les parties liées au regard du règlement 2010-02 du 2 septembre 2010 de l'autorité des normes comptables.

4) Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires versés dans le cadre de la certification des comptes annuels au titre de l'exercice 2023 sont de 24 K€ HT.

G. Rapport sur le gouvernement d'entreprise

1) Politique de détermination des rémunérations des mandataires sociaux

La rémunération des dirigeants et des cadres de direction également mandataires sociaux se compose d'une partie fixe et d'une partie variable.

Le niveau de ces deux rémunérations est déterminé par le conseil d'administration, la partie variable étant attribuée en fonction d'objectifs qualitatifs et quantitatifs (tel que le résultat, par exemple).

Conformément aux recommandations de l'AMF du 12 juillet 2010, il est indiqué que le

niveau de réalisation des critères quantitatifs et qualitatifs a été établi de manière précise mais, que pour des raisons de confidentialité, il n'est pas rendu public.

2) Politiques et process mis en œuvre par l'entité dans la gestion du capital

Les distributions de dividendes sont décidées chaque année en fonction des résultats du groupe.

3) Mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'Article L 225-37-4 du Code de commerce, nous vous rendons compte ci-après de la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice.

| | | | |
|------------------------------|-----------------------------------|-------------------------|--|
| Bérangère Loiseau | Administrateur | 16/05/2014 | |
| | Fin d'exercice du mandat en cours | 31/12/2025 | |
| | Autres mandats | PDG | SA Bernard Loiseau |
| | | Gérant | SCI Dumaine |
| | | Gérant | SARL Loiseau des Ducs |
| Directeur général | | SAS LDT | |
| | Directeur Général | SAS Loiseau des Vignes | |
| Louis Ramé | Administrateur | 18/06/2021 | |
| | Fin d'exercice du mandat en cours | 31/12/2026 | |
| | Autres mandats | Président | SAS Opupelus - Groupe BMG |
| | | Dirigeant | De SAS, SCI, SC et SARL filiales à 99% de la SAS Opupelus (activité immobilière) |
| | Président | SAS Ranae | |
| Blanche Loiseau | Administrateur | 20/06/2019 | |
| | Fin d'exercice du mandat en cours | 31/12/2024 | |
| | Autres mandats | Néant | |
| Patrick Bertron | Administrateur | 18/06/2003 | |
| | Fin d'exercice du mandat en cours | 31/12/2026 | |
| | Autres mandats | Néant | |
| Jean Jacques Augagneur | Administrateur indépendant | 20/05/2010 | |
| | Fin d'exercice du mandat en cours | 31/12/2027 | |
| | Autres mandats | Président du directoire | SA SOFILAC |
| | | P.D.G. | SA Société Industrielle de Lacanche |
| | | P.D.G. | SA Alirol Service Commercial |
| | | Administrateur | SA Paul Charvet |
| | | Directeur | Société Fourneaux de France Limited |
| | | Gérant | Vector |
| | | Co-gérant | SC Jachristal |
| Gérant | | SCI SOCAP | |
| Gérant | EM.R.ING | | |
| Bastien Loiseau | Administrateur indépendant | 18/06/2021 | |
| | Fin d'exercice du mandat en cours | 31/12/2026 | |
| | Autres mandats | Néant | |
| Pascal Brun | Administrateur indépendant | 18/06/2021 | |
| | Fin d'exercice du mandat en cours | 31/12/2026 | |
| | Autres mandats | Président | SAS Valentoria |
| Hervé Fleury | Administrateur indépendant | 18/06/2021 | |
| | Fin d'exercice du mandat en cours | 31/12/2026 | |
| | Autres mandats | Néant | |

4) Etat de la participation des salariés au capital social au 31/12/2023

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102 du code de commerce, le présent rapport doit rendre compte de l'état de la participation des salariés au capital social au dernier jour de l'exercice, et il doit établir la proportion du capital que représentent les actions détenues par le personnel de la société et par le personnel des sociétés qui lui sont liées au sens des dispositions de l'article L 225-180 dans le cadre du plan d'épargne entreprise prévu par les articles L 443-1 à L 443-99 du code du Travail et par les salariés et anciens salariés dans le cadre des fonds communs de placement d'entreprise. Sont également prises en compte les actions détenues directement par les salariés durant les périodes d'incessibilité prévues aux articles L 225-194 et L 225-197, à l'article 11 de la Loi du 6 Août 1986 et à l'article 442-7 du code du Travail.

La proportion du capital détenue par les salariés au 31 décembre 2023 au sein du capital de la société Bernard Loiseau SA en vertu des dispositions précitées est inexistante.

5) Eléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

Nous vous apportons les précisions suivantes :

La structure du capital ainsi que les participations directes connues dans le capital de Bernard Loiseau SA sont décrites dans la partie (5) du rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale.

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins, au nom d'un même actionnaire.

En outre, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, un droit de vote double est attribué dès leur émission aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Toute action convertie au porteur ou transférée en propriété perd le droit de vote double. Néanmoins, le transfert par suite de liquidation de communauté de biens entre époux, de succession ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai prévu à l'alinéa précédent.

Toutefois, tout actionnaire pourra, s'il le désire, renoncer définitivement ou temporairement à son droit de vote double pour tout ou partie de ses actions.

Hormis l'existence de droits de vote double, les statuts de la société ne comportent aucune particularité, notamment en ce qui concerne les règles de nomination et de révocation des membres du conseil d'administration et les règles régissant la gestion des pouvoirs au sein du conseil d'administration.

La modification des statuts de notre société se fait conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Il n'existe enfin aucun accord prévoyant des indemnités pour les membres du conseil d'administration ou les salariés en cas de révocation, licenciement ou démission.

6) Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité au 31 décembre 2023, accordés par l'assemblée générale au conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital

| Nature de la délégation accordée | Date AG | Montants autorisés | Echéance de la délégation | Utilisation faite de la délégation accordée |
|---|--------------|-----------------------|-----------------------------|---|
| Autorisation à conférer au conseil d'administration pour réduire le capital social par voie d'annulation d'actions auto-détenues par la société dans le cadre du programme de rachat d'actions. | 16 juin 2023 | 10% du capital social | 15 juin 2025 | Néant |
| Augmentation de capital par émission d'actions réservée aux adhérents d'un plan d'entreprise. | 16 juin 2023 | 1 % du capital social | 18 mois 15 décembre 2024 | Néant |

H. Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Actionnaires de la société BERNARD LOISEAU SA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BERNARD LOISEAU SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La Direction de votre société est amenée à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent, le cas échéant, les montants figurant dans les états financiers et les notes qui les accompagnent. La détermination de la valeur d'inventaire des fonds commerciaux ainsi que des titres de participation procède de ces estimations.

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par la Direction de la société, décrites dans les notes D - 1) et D - 2) de l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes

d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances

susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 21 mars 2024

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Alain CHAVANCE

I. Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention nouvelle autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R.225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Conventions conclues avec Monsieur Louis Ramé

Personne concernée : Administrateur et Directeur Général de BERNARD LOISEAU SA jusqu'au 16 juin 2023, Administrateur Référent de BERNARD LOISEAU SA depuis le 20 avril 2023

Nature, objet et intérêt : Dans le cadre du refinancement de ses actifs immobiliers, la société BERNARD LOISEAU SA a signé un contrat de prêt le 4 février 2022 d'un montant de 6.300.000 euros avec BPCE Bail, la Banque Populaire Bourgogne Franche-Comté et la Société Générale. Au titre des garanties apportées, Monsieur Louis Ramé s'est porté personnellement caution à concurrence de 50% des sommes dues au titre du contrat de prêt (soit 3.150.000 euros), en principal, intérêts, commissions, frais et accessoires, pénalités et intérêts de retard éventuels, pendant toute la durée du prêt, au bénéfice des prêteurs et au travers d'un acte de caution solidaire, signé le 4 février 2022, prévoyant une rémunération de cet engagement de caution par l'emprunteur, la société BERNARD LOISEAU, au bénéfice de Monsieur Louis Ramé.

Un avenant au contrat de prêt du 4 février 2022 a été signé le 15 décembre 2022 afin de mettre à la disposition de l'emprunteur une nouvelle tranche d'un montant de 850.000 euros et ainsi porter le

prêt à un total de 7.150.000 euros. Dans ce cadre, un acte réitératif de caution solidaire a été signé le 15 décembre 2022 pour garantir le remboursement du prêt total dans la limite d'un montant de 3.150.000 € comprenant le principal, les intérêts, les commissions, les frais et accessoires, et le cas échéant, les pénalités et intérêts de retard.

Modalités :

Conventions autorisées par les Conseils d'Administration du 22 janvier 2022 et du 13 décembre 2022. Cette convention antérieurement autorisée, a été rappelée lors du Conseil d'Administration du 21 mars 2024 qui en a pris acte.

La rémunération de l'engagement de caution a été fixée, tant dans l'acte de caution solidaire du 4 février 2022, que dans l'acte réitératif du 15 décembre 2022, à 1% par an du montant de l'obligation garantie.

Conformément aux autorisations données par les Conseils d'Administration du 22 janvier 2022 et du 13 décembre 2022, il a été comptabilisé dans les comptes de l'exercice au titre de ces conventions, une charge de 31.500 euros HT.

Paris La Défense, le 21 mars 2024

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Alain CHAVANCE

J. Rapport du commissaire aux comptes sur la réduction du capital social par annulation d'actions achetées (article L.225-209 du code de commerce)

**Assemblée Générale Mixte du 23 mai 2024
(Cinquième Résolution)**

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de la société BERNARD LOISEAU SA, et en exécution de la mission prévue à l'article L. 225-209 du Code de Commerce en cas de réduction du capital par annulation d'actions achetées, nous avons établi le présent rapport destiné à vous faire connaître notre appréciation sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'achat par votre société, dans la limite de 10 % de son capital, de ses propres actions, dans les conditions prévues à l'article L. 225-209 du Code de Commerce. Cette autorisation d'achat est proposée par ailleurs à l'approbation de votre Assemblée Générale, dans sa quatrième résolution, et serait donnée pour une durée de dix-huit mois.

Votre Conseil d'Administration vous propose de lui déléguer, pour une durée de dix-huit mois, tous pouvoirs pour annuler, dans la limite de 10 % de son capital, par période de vingt-quatre mois, les actions achetées au titre de la mise en œuvre d'une autorisation d'achat par votre société de ses propres actions dans le cadre des dispositions de l'article précité.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences conduisent à examiner si les causes et conditions de la réduction du capital envisagée, qui n'est pas de nature à porter atteinte à l'égalité des actionnaires, sont régulières.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée, étant rappelé que celle-ci ne peut être réalisée que dans la mesure où votre Assemblée Générale approuve au préalable l'opération d'achat, par votre société, de ses propres actions, telle qu'elle vous est proposée dans la quatrième résolution de cette Assemblée.

Paris La Défense, le 21 mars 2024

Le Commissaire aux Comptes

Mazars

Alain CHAVANCE

K. Attestation du commissaire aux comptes sur les informations communiquées dans le cadre de l'article L. 225 115 4° du code de commerce relatif au montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre société et en application de l'article L. 225-115 4° du Code de Commerce, nous avons établi la présente attestation sur les informations relatives au montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, figurant dans le document ci-joint.

Ces informations ont été établies sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient d'attester ces informations.

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons effectué un audit des comptes annuels de votre société pour l'exercice clos le 31 décembre 2022. Notre audit, effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France, avait pour objectif d'exprimer une opinion sur les comptes annuels pris dans leur ensemble, et non pas sur des éléments spécifiques de ces comptes utilisés pour la détermination du montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées. Par conséquent, nous n'avons pas effectué nos tests d'audit et nos sondages dans cet objectif et nous n'exprimons aucune opinion sur ces éléments pris isolément.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences, qui ne constituent ni un audit ni un examen limité,

ont consisté à effectuer les rapprochements nécessaires entre le montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées et la comptabilité dont il est issu et vérifier qu'il concorde avec les éléments ayant servi de base à l'établissement des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Sur la base de nos travaux nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance du montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées figurant dans le document joint et s'élevant à quatre cent quarante-huit mille huit cent soixante-dix-sept euros (448.877 €) avec la comptabilité ayant servi de base à l'établissement des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

La présente attestation tient lieu de certification de l'exactitude du montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées au sens de l'article L. 225-115 4° du Code de Commerce.

Fait à Paris La Défense, le 21 mars 2024

Le Commissaire aux Comptes

MAZARS

Alain CHAVANCE

L. Rapport spécial sur la réalisation des opérations d'achat d'actions

Aux actionnaires,

En application de l'article L. 225-209 alinéa 2 du code de commerce, le présent rapport a pour objet de porter à votre connaissance les opérations d'achat d'actions mises en place au sein de notre société.

Le présent rapport comprend en outre l'intégralité des informations devant figurer dans le descriptif du programme de rachat de titres de capital et visées à l'article 241-2 du règlement général de l'AMF tel que modifié le 30 décembre 2005. Ainsi, nous dresserons tout d'abord le bilan de l'exercice 2023 à travers les deux précédents programmes de rachats d'actions autorisés par les assemblées générales du 8 avril 2022 et 16 juin 2023 et vous présenterons ensuite les principales caractéristiques du nouveau programme de rachat d'actions que nous soumettrons à votre approbation lors de l'assemblée générale du 23 mai 2024.

1) Bilan du programme précédent

- Programme autorisé par l'assemblée générale du 8 avril 2022

L'assemblée générale du 8 avril 2022 de Bernard Loiseau SA avait autorisé le conseil d'administration, pendant une durée de 18 mois à compter de ladite assemblée, soit jusqu'au 7 octobre 2023, à mettre en œuvre un programme de rachat d'actions.

Le conseil d'administration de la société n'a pas fait usage de cette autorisation.

- Programme autorisé par l'assemblée générale du 16 juin 2023

L'assemblée générale du 16 juin 2023 de Bernard Loiseau SA avait autorisé le conseil d'administration, pendant une durée de 18 mois à compter de ladite assemblée, soit jusqu'au 15 décembre 2024, à mettre en œuvre un programme de rachat d'actions.

A ce jour, le conseil d'administration de la société n'a pas fait usage de cette autorisation.

2) Principales caractéristiques du nouveau programme de rachat d'actions soumis à l'assemblée générale annuelle mixte du 23 mai 2024

- Objectif du programme de rachat

Les actions achetées pourront être utilisées par ordre de priorité décroissant aux fins :

- D'animer le marché secondaire ou la liquidité de l'action Bernard Loiseau par un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte AFEI reconnue par l'AMF ;
- D'attribuer des actions aux salariés de la société et des filiales du groupe Bernard Loiseau, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, dans le cadre de plans d'options d'achat d'actions ;
- D'acheter des actions pour conservation et remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ;
- D'annuler des actions ainsi rachetées.

- Part maximale du capital – nombre maximal des titres – montant maximal autorisé pour le rachat des titres que la société se propose d'acquérir

Le nombre d'actions détenues en exécution de la présente autorisation ne pourra excéder 10 % du capital social, soit 181 985 actions.

Les achats d'actions effectués en vertu de cette autorisation ainsi que la revente de ces actions seront exécutés dans les limites suivantes : le prix maximum d'achat des actions ne devra pas excéder 6 € par action.

Compte tenu du prix maximum d'achat par action, le montant global maximum allouable au rachat d'actions ne pourra excéder 1 091 910 €.

- Caractéristique des actions que la société se propose d'acquérir

Les actions ordinaires de la Société sont cotées à la Bourse de Paris – Euronext Growth.

Code ISIN FR0000066961 – Mnemo ALDBL.

Modalité du rachat des actions que la société se propose d'acquérir :

Les actions pourront être rachetées par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant dans le cadre d'un contrat de liquidité.

- Durée du programme

L'autorisation de rachat de ses propres actions par la société sera valable pour une durée de 18 mois à compter de l'assemblée générale, soit jusqu'au 22 novembre 2025.

Texte des projets de résolutions présentées à l'assemblée générale

Résolutions relevant d'une décision ordinaire

PREMIERE RESOLUTION

(Approbation des comptes sociaux)

Les comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 21 mars 2024 sur la base des éléments disponibles à cette date.

L'assemblée générale, après avoir entendu le rapport du conseil d'administration et le rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels approuve les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés le 31 décembre 2023, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

L'assemblée générale prend acte que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal, visées à l'article 39-4 du Code général des impôts.

En conséquence, elle donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 quitus de leur gestion à tous les administrateurs.

DEUXIEME RESOLUTION

(Affectation du résultat)

L'assemblée générale, sur proposition du conseil d'administration, après avoir constaté que les comptes sociaux de Bernard Loiseau SA font ressortir au 31 décembre 2023 un bénéfice net de 133 855,60 euros, l'assemblée générale décide que cette somme soit affectée en report à nouveau.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du code général des impôts, l'assemblée générale constate qu'il a été mis en distribution, au titre des trois exercices précédents, les dividendes suivants :

| Exercice | Dividende par action | Revenus éligibles ou non à l'abattement |
|----------|----------------------|---|
| 2022 | - € | n/a |
| 2021 | - € | n/a |
| 2020 | - € | n/a |

TROISIEME RESOLUTION

(Approbation des conventions)

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions règlementées et statuant sur ce rapport, approuve ledit rapport et les conventions règlementées qu'il mentionne.

QUATRIEME RESOLUTION

(Autorisation à donner au conseil d'administration d'acheter et de vendre des actions de la société)

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial du conseil d'administration, autorise le conseil d'administration, pendant une nouvelle période de 18 mois à compter de ce jour, à procéder, conformément à l'article L.225-209 du Code de commerce, aux dispositions du règlement 2273/2003 du 22 décembre 2003 pris en application de la directive « abus de marché » n° 2003/6/CE du 28 janvier 2003, et aux articles 241-1 à 241-6 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF), à des rachats des actions de la société dans la limite de 10 % du capital social, en vue :

- Soit d'assurer l'animation sur le marché de l'action Bernard Loiseau par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte AFEI reconnue par l'AMF ;
- Soit de l'achat d'actions pour conservation et remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ;
- Soit l'annulation de titres ainsi rachetés par voie de réduction de capital, sous réserve de l'adoption par l'assemblée générale extraordinaire de la cinquième résolution ci-

après autorisant le conseil d'administration à procéder à l'annulation des actions rachetées ;

- De mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'AMF, et plus généralement, réaliser toute autre opération conforme à la législation en vigueur.

Le prix unitaire maximum d'achat des actions est fixé, hors frais, à 6 euros.

Les achats d'actions de la société pourront porter sur un nombre maximum de 181 985 actions, soit 10% du capital. Le montant maximal que la société sera susceptible de payer, dans l'hypothèse d'achats au prix maximal de 6 euros par action, s'élèvera hors frais et commissions à 1 091 910 euros. A aucun moment, la société ne pourra détenir plus de 10% du capital social.

Les opérations d'achat, de cession, d'échange ou de transfert pourront être réalisées par tous moyens, en bourse ou de gré à gré, notamment par intervention sur ou hors marché, offre publique d'achat ou d'échange ou achats de blocs, y compris en période d'offre publique dans les limites permises par la réglementation en vigueur. La part maximale du capital acquise par voie de bloc de titres pourra concerner la totalité du programme de rachat.

Cette autorisation remplace celle accordée par l'assemblée générale mixte annuelle au cours de la séance du 16 juin 2023 dans sa cinquième résolution.

En vue d'assurer l'exécution de la présente résolution, tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration, avec faculté de délégation, à l'effet de :

- passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, notamment en vue de la tenue des registres d'achats et vente d'actions ;
- remplir toutes autres formalités et, de manière générale, faire ce qui sera nécessaire en vue de la parfaite exécution de cette opération.

L'assemblée générale délègue au conseil d'administration, dans les différents cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation du capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de

distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou encore de toute autre opération portant sur les capitaux propres, le pouvoir d'ajuster les prix d'achat susvisés afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

Résolutions relevant d'une décision extraordinaire

CINQUIEME RESOLUTION

(Autorisation à conférer au conseil d'administration pour réduire le capital social par voie d'annulation d'actions auto-détenues par la société dans le cadre du programme de rachat d'actions)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes sur l'autorisation à conférer au conseil d'administration pour réduire le capital social, autorise le conseil d'administration à réduire le capital social par voie d'annulation de toute quantité d'actions achetées en application de la quatrième résolution dans la limite autorisée par la loi, conformément aux dispositions de l'article L.225-209 du Code de Commerce.

Le nombre maximal d'actions pouvant être annulées par la société en vertu de la présente autorisation est de 10% des actions par période de 24 mois, qui composeront le capital de la société à l'issue de la présente assemblée.

L'assemblée générale donne les pouvoirs les plus larges au conseil d'administration pour arrêter les modalités d'annulation d'actions, pour imputer la différence entre la valeur comptable des actions annulées et leur valeur nominale sur tous comptes de réserves disponibles ou primes ainsi que sur la partie de la réserve légale excédant 1/10^{ème} du capital social, et pour apporter aux statuts les modifications découlant de la présente autorisation et pour accomplir toutes formalités nécessaires.

L'autorisation objet de la présente résolution est donnée pour une durée de dix-huit mois. Elle annule et remplace celle donnée par l'assemblée générale du 16 juin 2023.

SIXIEME RESOLUTION

(Pouvoirs pour l'exécution des décisions de l'assemblée générale mixte)

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de droit.